

144 boulevard de La Villette 75019 Paris
Téléphone : (33) 1 58 39 30 20 Télécopie : (33) 1 43 67 62 14
contact@solidaires.org - www.solidaires.org

Solidaires et internationalistes !

Numéro 100 - Novembre 2016

Réseau syndical international de solidarité et de luttes

A l'occasion de centième numéro, nous annonçons la naissance d'une autre publication : le **bulletin d'informations syndicales internationales du Réseau syndical international de solidarité et de luttes**. Edité en français, castillan, anglais et portugais (et plus si possible !), il devrait sortir tous les deux mois ; c'est un outil supplémentaire à disposition de toutes les structures membres du Réseau et pour renforcer celui-ci.

Au sommaire du numéro 1, qui sera diffusé dans quelques jours :

- Mexique : solidarité avec les travailleurs et travailleuses de l'Education
- Turquie : contre la répression, solidarité syndicale internationale !
- Palestine : vers un réseau syndical européen de solidarité
- Femmes : Argentine, Chili, Pologne, ... notre lutte est mondiale
- Au Portugal, des syndicats autonomes s'organisent
- Algérie : nous soutenons les luttes et le syndicalisme autonome
- Au Brésil, 8 confédérations syndicales appellent à la grève
- France : six mois de manifestations et de grèves

Le réseau syndical international de solidarité et de luttes est né en mars 2013. Après cette première réunion tenue à Saint-Denis (France), une deuxième a eu lieu à Campinas (Sao Paulo, Brésil) en juin 2015 ; la troisième est prévue en février 2018 à Madrid (Etat Espagnol). Ce sera un moment fort l'élargissement et le développement du Réseau. Dans les mois qui viennent, les organisations membres définiront l'ordre du jour ; d'ores et déjà des orientations sont proposées. Une journée sera consacrée aux **droits, revendications et luttes des femmes** ; une autre, à l'approfondissement du **travail syndical international par secteurs professionnels** ; enfin, nous poursuivrons les débats et réflexions autour des thèmes définis en juin 2015 : **autogestion et contrôle ouvrier, migrations, criminalisation des mouvements sociaux**. D'autres sujets émergeront d'ici février 2018.

Turquie : la lutte contre le fascisme nous concerne !

L'État turc accélère et intensifie la répression contre le mouvement kurde et ses soutiens, le syndicalisme indépendant, l'opposition de gauche et démocratique ainsi que la presse d'opposition. Il procède à des purges dans la fonction publique, parmi les syndicalistes, contestataires et opposant-es à la politique de guerre du gouvernement AKP, afin de les remplacer par des fonctionnaires dociles ou partisans du gouvernement. Ces répressions post-coup d'État de juillet 2016, viennent s'ajouter aux massacres, sièges et bombardements sur les villes kurdes, licenciements massifs de fonctionnaires, musellement de la presse qui ont accompagné la reprise de la guerre en juillet 2015. **Défendre la paix est un motif d'emprisonnement**. L'État turc est en guerre contre une partie de sa population et la répression dépasse en violence, en intensité et en nombre celle qu'ont pu connaître les kurdes et toutes celles et ceux qui résistent au fascisme en Turquie depuis des décennies.

L'Union syndicale Solidaires tente d'assurer au mieux la solidarité : délégations sur place, communiqués de soutien, messages du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, appel intersyndical de 8 organisations syndicales françaises, formations syndicales à la demande des structures, soutien aux grèves menées en Turquie, invitations en France de syndicalistes de Turquie, solidarité financière, ... **Nous publions désormais un bulletin spécifique** qui reprend de façon plus détaillée les nouvelles de cette région du monde et les initiatives pour soutenir celles et ceux qui y luttent.

Le samedi 7 janvier, aura lieu à Paris la manifestation annuelle pour demander Vérité et justice pour l'assassinat à Paris, le 9 janvier 2013, de trois militantes kurdes : Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Söylemez

Algérie : le syndicalisme autonome est toujours à l'offensive

Bejaia, Tizi Ouzou, ..., le mois de novembre en Algérie a été marqué par des grèves et mobilisations organisées par les syndicats autonomes membres de la CGATA (Confédération Générale Autonome des Travailleurs Algériens dont est membre fondateur le Snapap). A Tizi Ouzou, ce sont les employé-es communaux qui ont manifesté pour obtenir des salaires plus dignes et contre la gestion désastreuse de la municipalité par les autorités. Plus généralement, la mobilisation prend de l'ampleur contre une « réforme » des retraites et ce que prévoit la loi de finance 2017. En effet, alors que le pays possède toujours de riches ressources issues de la rente pétrolière, **le pouvoir entend imposer une série de « réformes » qui ressemble à s'y méprendre à celles qu'on impose partout en Europe sous la dénomination de « politiques d'austérité »** : recul de l'âge de la retraite, réforme du code du travail, coupes budgétaires dans les secteurs publics... D'où les grèves des enseignant-es, notamment, ces dernières semaines.



Ceux qui sont au pouvoir craignent sans doute de ne plus pouvoir compter longtemps sur les revenus pétroliers dont ils spolient déjà leur peuple depuis des décennies et trouvent là un prétexte utile pour continuer à remplir leurs caisses avant le naufrage social, économique et politique auquel le pouvoir algérien mène le pays depuis des années. La corruption, ce « sport national » selon les mots des syndicalistes autonomes, gangrène un système politique pourtant déjà moribond, comme le président de façade maintenu contre toutes évidences au pouvoir.

L'UGTA, le syndicat inféodé à ces mêmes gouvernants, a perdu ses dernières apparences de crédibilité quand, fin octobre lors d'un meeting à Oran, son secrétaire général, Sidi Said, a traité la secrétaire de la CSI de « chienne ». Il faut rappeler que depuis quelques années les syndicats autonomes ont fait la démonstration, par leur ténacité et leur combativité sur le terrain, qu'ils sont les seuls syndicats dignes de ce nom en Algérie. La Confédération Syndicale Internationale n'a pu que reconnaître cet état de fait en écartant l'UGTA de ses instances dans lesquelles cette dernière s'efforçait de se présenter comme « L'organisation syndicale algérienne » jusqu'à présent.



Pendant ce temps, les attaques contre les syndicats autonomes continuent, notamment au moyen de la diffamation au niveau international : en septembre, des individus se présentant comme des représentants de syndicats autonomes ont arrosé de mails des syndicats d'autres pays, de France notamment, affirmant qu'ils quittaient la CGATA. Il s'est avéré qu'il s'agissait d'une énième tentative de désinformation, démentie par les syndicats en question, le syndicat autonome de la Sonalgaz notamment. Au moment où l'UGTA apparaît enfin telle qu'elle est, ce sont les derniers sursauts du pouvoir algérien qui tente encore d'arborer une « façade sociale » à l'étranger. Enfin, une délégation de membres de l'ONG Euromed Droits, qui voulait enquêter sur la situation des réfugié-es sahraouis en Algérie a été interdite d'entrer sur le territoire algérien : leurs visas ont purement et simplement été annulés. Cela s'ajoute aux refus de visas à de nombreux journalistes qui souhaitaient entrer sur le territoire.

Brésil : une journée nationale de grève, vers la grève générale ?

Huit confédérations, la *Central Única dos Trabalhadores* (CUT), *Força Sindical*, la *Nova Central Sindical*, l'*União Geral dos Trabalhadores* (UGT), la *Central dos Trabalhadores e Trabalhadoras do Brasil* (CTB), la *Central Geral dos Trabalhadores do Brasil* (CGTB), l'*Intersindical*, et la *Central Sindical e Popular Conlutas* se sont réunies le 16 novembre. **Ensemble, elles appelaient à une journée nationale de grève et mobilisations, le 25 novembre.**

Les revendications unitaires portent sur le droit à l'éducation, à la santé, à la retraite, à l'emploi notamment par la réduction du temps de travail sans perte de salaire ; autant de sujets sur lesquels les attaques gouvernementales sont d'ampleur. Patronat, gouvernement et autres forces réactionnaires mènent de très dures attaques contre la population brésilienne ; après cette journée unitaire, **la construction d'une grève générale est en débat...**

www.cspconlutas.org.br www.intersindical.org.br www.intersindicalcentral.com.br www.cut.org.br



Vague de grèves annoncées en Tunisie

Le 25 novembre, la Commission administrative nationale de l'UGTT a décidé d'appeler à une **grève générale du secteur public pour le 8 décembre**. Le but de celle-ci est de mettre un terme à la dégradation considérable du pouvoir d'achat des salarié-es ainsi qu'aux suppressions d'emplois par gel des recrutements. La détermination des syndicalistes tunisiens est d'autant plus forte qu'avait eu lieu, au premier semestre 2015, une vague historique de grèves dans le secteur public. Suite à celles-ci, des accords avaient été signés devant notamment permettre, dans ce secteur, un maintien approximatif du pouvoir d'achat sur plusieurs années. **Mais le gouvernement néolibéral, pourtant dirigé par la même majorité politique qu'en 2015, refuse aujourd'hui obstinément d'appliquer les augmentations salariales prévues et publiées au Journal officiel.**

Il est envisagé cet automne que l'ensemble des salariés du pays fassent grève simultanément. Cela n'avait pas été le cas en 2015 où les grèves avaient eu lieu successivement au premier semestre dans le public, et à l'automne dans le privé. A l'automne 2015 en effet, dans la foulée du succès des mobilisations du secteur public, un cycle de grèves générales régionales tournantes avait été programmé dans le privé. La première d'entre elles, à Sfax le 19 novembre, avait eu une ampleur plus importante qu'en janvier 2011. Mais les grèves régionales suivantes avaient été brutalement stoppées suite à un attentat meurtrier de Daech en plein Tunis, à la veille de la grève générale prévue le 25 novembre dans cette région. Résultat, les avancées dans le privé ont été en 2015 plus limitées que dans le public.

Cette année, une grève avait été initialement envisagée dans le privé pour le 22 décembre. La Commission administrative nationale du 25 novembre a décidé de retenir le principe d'un appel à la grève dans le privé. Mais elle a décidé de poursuivre les discussions au sein des structures syndicales du privé et du public pour voir s'il était possible que les deux secteurs fassent grève simultanément le 8 décembre.

En toile de fond de ces mobilisations, figure le refus de la politique du pouvoir néolibéral dirigé par des notables de l'ancien régime et les islamistes d'Ennahdha. Celui-ci veut faire voter un budget d'austérité en tous points conforme aux dogmes du FMI, de la Banque mondiale et de l'Union européenne. Refusant de lutter contre la corruption, la contrebande, l'évasion fiscale, la fuite des capitaux, ainsi que de recouvrer ses créances auprès des entreprises et sociétés, les gouvernements qui se sont succédés depuis 2011, ont endetté lourdement le pays auprès de créanciers étrangers. De leur côté, les travailleurs et les travailleuses ont vu leur salaires augmenter moins vite que l'inflation. En ce qui les concerne, ils n'ont eu aucune possibilité de se dérober à leurs obligations fiscales dans la mesure où leurs impôts sont prélevés à la source. Néanmoins, après avoir consciencieusement vidé les caisses de l'Etat, le pouvoir veut aujourd'hui présenter la note aux salarié-es en bloquant les salaires et les recrutements, ce qui ne peut qu'aggraver la crise économique et sociale majeure que traverse le pays.

Jemna ou l'esquisse d'une alternative

Depuis janvier 2011, les habitant-es de l'oasis de Jemna dans le sud de la Tunisie se sont **emparés des terres dont leurs ancêtres avaient été spoliés lors de la colonisation française et les gèrent collectivement avec succès**. Pour mener leur combat, ils et elles se sont dotés d'une association animée par des bénévoles, qui s'est placée sous le contrôle de la population. En prenant leurs propres affaires en mains, ils et elles sont parvenu-es, non seulement à sortir en partie de la misère, mais également à financer un certain nombre de services publics locaux dont la population est cruellement privée. Leur combat est celui pour la dignité et la justice sociale qui, au même titre que la liberté, faisaient partie du slogan central de la révolution inachevée de 2011.

Des originaires de la région de Jemna vivant en région parisienne ont constitué un collectif de soutien, qui comme à Jemna, est basé sur l'adhésion individuelle. Celui-ci se place sous le contrôle politique de l'association existant à Jemna. Csjemnafrance@gmail.com Le collectif de France organise mardi 6 décembre de 18h à 22h30 une soirée de soutien (37 rue Léopold Bellan 75002 Paris). L'Union syndicale Solidaires participera bien entendu à cette initiative à laquelle sont notamment conviées un grand nombre d'associations et organisations syndicales.

www.autogestion.asso.fr/?p=6428
<http://nawaat.org/portail/2016/10/13/reportage-a-jemna-la-fete-loin-de-lhysterie-politique/>
<https://habibayeb.wordpress.com/2016/10/03/jemna-ou-la-resistance-dune-communaute-depossedee-de-ses-terres-agricoles/>

Comment s'étonner dans de telles conditions que 549 suicides ou tentatives de suicides aient été recensés pour la seule année 2015, et qu'environ 40 000 tunisien-nes aient cherché depuis 2011 à émigrer clandestinement au péril de leur vie ! Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que les mouvements sociaux soient loin de se limiter aux seules grèves à venir :

- Pour préparer les grèves à venir, des rassemblements et des manifestations ont eu lieu un peu partout dans le pays le week-end du 26/27 novembre.
- Les enseignants du secondaire et du primaire seront dans la rue dès le mercredi 30 novembre sur les revendications générales et leurs revendications spécifiques.
- Depuis 6 ans, des diplômés-chômeurs bloquent périodiquement la production et/ou le transport du phosphate dans le bassin minier de Gafsa. Il en a été de même cette année pour le gaz extrait au large de l'île de Kerkennah.



Succès de la conférence syndicale européenne et palestinienne

Les 17 et 18 novembre une conférence syndicale s'est tenue entre organisations européennes et organisations palestiniennes. Des militant-es de 19 structures nationales, locales ou sectorielles européennes étaient présents (Irlande, Norvège, Pays Bas, Belgique, Grande Bretagne, Pologne, Etat espagnol, France), ainsi que des représentants de 5 organisations palestiniennes. L'objectif était double : renforcer les liens et la connaissance du syndicalisme palestinien, engager un travail commun des syndicats européens sur trois thématiques : **l'accord d'association UE-Israël** qui donne à Israël des conditions avantageuses sur le marché européen en dépit de son refus de respect du droit international, **la complicité des multinationales** et les campagnes à mener en commun, **le nécessaire embargo militaire**. Toutes ces questions ont été largement discutées. Au delà, nous avons pu renforcer nos liens avec les syndicalistes que nous avons rencontré lors de la délégation en Palestine en mai dernier, connaître mieux la situation des travailleurs et travailleuses, de leurs luttes face à l'occupation et aux attaques patronales et néolibérales.



Nous avons également, avec la IAC de Catalogne notamment, présenté l'outil qu'est le Réseau syndical international de solidarité et de luttes aux organisations présentes, un élément parmi d'autres pour croiser les différents réseaux et travailler à la coordination de la solidarité au niveau international. Nous avons aussi appris beaucoup des méthodes de travail et d'action utilisées dans d'autres pays où le mouvement syndical dans son ensemble est très actif dans la solidarité avec la cause palestinienne. Des raisons supplémentaires d'être actifs et actives dans la solidarité :

- en renforçant la campagne BDS, notamment [la semaine d'action](#) jusqu'au 3 décembre [contre Hewlett-Packard](#) ;
- en participant à [la campagne banque](#) qui est en train de se lancer pour la rupture des liens des banques françaises avec les banques israéliennes (toutes organisent, financent la colonisation) ;
- en signant [l'appel pour la rupture de l'accord d'association UE-Israël](#) ;
- et en luttant pour [fermer les accords et partenariat de « recherche et développement »](#) signés dans le cadre du programme européen Horizon2020.

Conférence de l'alter-sommet « Rights4all »

La conférence de l'alter-sommet « *Rights4all* » s'est tenue les 25 et 26 novembre en présence de 150 personnes venues de 15 pays. L'objectif était de relancer une dynamique de débat et d'actions à l'échelle européenne à un moment où les dynamiques politiques renvoient fortement à l'échelle nationale et dans une optique nationaliste très à droite dans de nombreux pays d'Europe. **La thématique Rights4all de la conférence a débouché sur une déclaration commune revendiquant des droits universels pour toutes et tous**, citoyen-nes européens comme migrant-es : droit à la santé, à l'éducation... des droits à conquérir dans certains cas, à défendre dans d'autres, ce qui implique des luttes communes à construire. Cinq ateliers ont entamé un travail dans la durée avec les objectifs suivants:

- ➔ Créer un espace de discussion entre syndicats et mouvements sur les questions écologiques et climatiques.
- ➔ Travailler ensemble à définir des revendications et encourager les luttes dans la nouvelle économie.
- ➔ Travailler à la convergence des luttes qui permettent la défense des rights4all : migrant-es, travailleur-euses pauvres...
- ➔ Contribuer à la défense des services publics en particulier dans la santé avec une nouvelle journée internationale le 7 avril.
- ➔ Travailler en coordination entre mouvements de solidarité avec les migrant-es, réfugiés et syndicats. Devant la nécessité de se coordonner rapidement, Solidaires a proposé d'organiser une réunion spécifique sur cette thématique début 2017.

Solidaires était présent avec une délégation importante et a pu participer à tous les ateliers. Ceux-ci vont continuer leur travail. L'alter-sommet fera des propositions plus précises de campagnes et d'actions autour de la lutte pour la défense de ces droits pour tous et toutes. Le réseau Blockupy présent lors de la réunion et qui s'est réuni le lendemain va faire une proposition de présence commune dans les initiatives (contre sommet, actions de désobéissance civile, manifestations) qui auront lieu au moment du **G20 à Hambourg les 7 et 8 juillet prochain**.

Etat espagnol : grèves dans les centres d'appel

Dans l'Etat espagnol, le personnel des centres d'appel mène une lutte d'ampleur, depuis des semaines : grèves, manifestations, délégations aux Parlements européen et espagnol... Le 28 novembre était une nouvelle journée de grève. Nos camarades de la CGT sont très présent-es dans ce **mouvement pour la dignité, l'amélioration des conditions de travail et de la convention collective**. Sud PTT soutient la lutte, notamment en la faisant connaître dans les sites français.

Amnesty international : 10 jours pour signer

La campagne annuelle « [10 jours pour signer](#) », c'est du 2 au 11 décembre. Quelques minutes pour chacun-e de nous, mais qui comptent énormément pour d'autres : **la libération de plusieurs personnes ciblées l'an dernier montre que c'est utile**.